

DEPARTEMENT DE L'AIN

**COMMUNE de
SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE**

PLAN LOCAL D'URBANISME

**RAPPORT DE PRESENTATION
Modification n°2**

Approuvé le 8 septembre 2011
Modifié le 12 septembre 2013

Modifié le



Le PLU de la commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze a été approuvé le 8 septembre **2011** et modifié le 12 septembre **2013**.

Aujourd'hui, par l'arrêté municipal du 28 août 2017, la commune a lancé une procédure de **Modification de droit commun**.

I – LES OBJETS DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION

1 – La correction de l'article N2 du Règlement et l'application de l'article L 151-12 du code de l'urbanisme

Le fait générateur de la procédure de Modification enclenchée par la mairie est la non-prise en compte dans le PLU de 2011, par un secteur Nd, d'une maison d'habitation en zone Np.

En instaurant des zones Nd et Nh, le PLU de 2011 a créé des stéal (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées).

Aujourd'hui, au vu de l'article L 151-13 du code de l'urbanisme, les stéal ne peuvent être délimités qu'à titre exceptionnel. Il n'est donc plus possible en 2018 d'en créer un pour une maison d'habitation.

Article L151-13

Le règlement peut, à titre **exceptionnel**, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des **secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées** dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités **après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers** prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Il est donc convenu d'introduire la possibilité offerte par l'article L 151-12 du code de l'urbanisme pour les maisons d'habitation existantes :

« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les **bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes**, dès lors que ces extensions ou annexes **ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site**.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. »

Impact sur le PLU :

Le Règlement écrit du PLU est modifié pour introduire cette possibilité.

Et il précise à l'art. N2 :

« ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

A condition que leur impact sur l'environnement soit réduit au minimum, et qu'ils demeurent compatibles avec le maintien de la qualité du site, **sont admis** :

♦

♦ Dans le secteur Np :

- les constructions et équipements à usage d'activités liés à l'entretien et à la préservation du milieu naturel
 - **les travaux concernant les constructions d'habitation existantes comme indiqués ci-dessous :**
 - ◊ l'aménagement des constructions existantes dans le respect des volumes initiaux,
 - ◊ l'extension des constructions d'habitation existantes dans les conditions suivantes :
 - Surface supplémentaire maximale autorisée : 50 % de la surface de plancher du bâtiment existant
 - Surface de plancher minimale de l'habitation avant extension : 50 m²
 - Surface de plancher maximale de l'habitation après extension : 250 m²
 - les constructions à usage d'annexes (non compris les piscines) dans les conditions suivantes :
 - Distance maximale d'implantation de l'annexe par rapport au bâtiment d'habitation : 30 m
 - Surface totale maximale d'emprise au sol des annexes : 60 m²
 - Hauteur maximale des annexes : 3,50 m au faitage
 - Les constructions à usage de piscine dans un rayon de 30 mètres autour du bâtiment d'habitation.
- ♦ ».

Le présent dossier est soumis à l'avis de la CDPENAF (commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers).

2 – Le toilettage du Règlement de 2013

Le Règlement du PLU de 2013 nécessite quelques retouches du fait :

❖ De la prise en compte des textes législatifs ou réglementaires apparus depuis 2013 (dernière correction du Règlement écrit) et modifiant ou supprimant quelques notions :

- SHON → surface de plancher
- COS supprimé donc article 14 sans objet
- quelques appellations d'articles du code de l'urbanisme depuis l'entrée en vigueur des ordonnances du 23/09/15 et décret du 28/12/15.

L'actualisation du texte avec la recodification en vigueur le 1/01/16 concerne essentiellement les **Dispositions générales**.

❖ De quelques difficultés d'application repérées par la mairie pour toutes les zones :

- ✓ pente de toit des vérandas
- ✓ débords de toiture des vérandas

❖ De notions à préciser :

- articles 4 (toutes les zones) : risques de pollution vis-à-vis du réseau public d'eau potable, récupération des eaux pluviales
- article UX2 : parler de « logement » plutôt que d'« habitation ».

❖ De la mise à jour des définitions : quelques corrections et compléments.

II – LA JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION

Au vu des objectifs des élus, il a été choisi la procédure de **Modification de droit commun** prévue par l'article L 153-41 et suivants du code de l'urbanisme :

Article L153-41 (Modification avec enquête publique)

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Les corrections explicitées précédemment respectent les trois conditions listées ci-dessus, notamment la proportion de 20%.

Par ailleurs, au vu de l'article L153-31 du même code, il faut envisager une procédure de **Révision** si les corrections ont pour effet de « changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) »

Ce point est donc vérifié : la modification du règlement de la zone Np ne porte pas atteinte au PADD de 2011 qui, dans l'objectif 3 pour le bâti diffus, autorise les aménagements, extensions et dépendances.

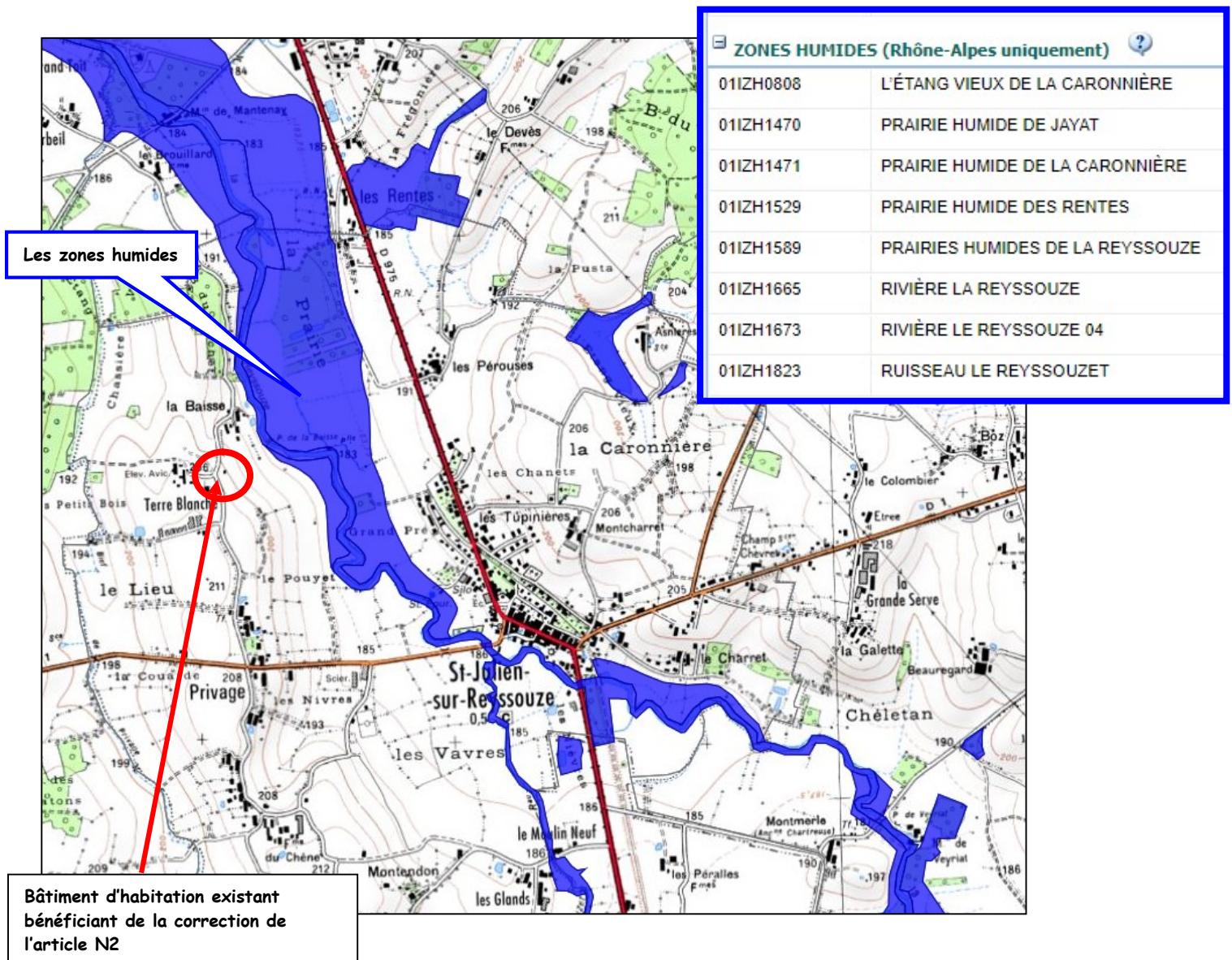
III – LA MODIFICATION ET L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Au vu de l'article L 104-2-1^{er}a) du code de l'urbanisme, « font l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 104-1, les plans locaux d'urbanisme qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ».

La commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze n'est pas concernée par un site Natura 2000 mais par quelques zones humides repérées par l'inventaire des zones humides du Département.

Elle est par ailleurs incluse dans la ZNIEFF de type 2 « Basse Vallée de la Reyssouze ».

Analyse des incidences de la **Modification du PLU** sur les zones humides :



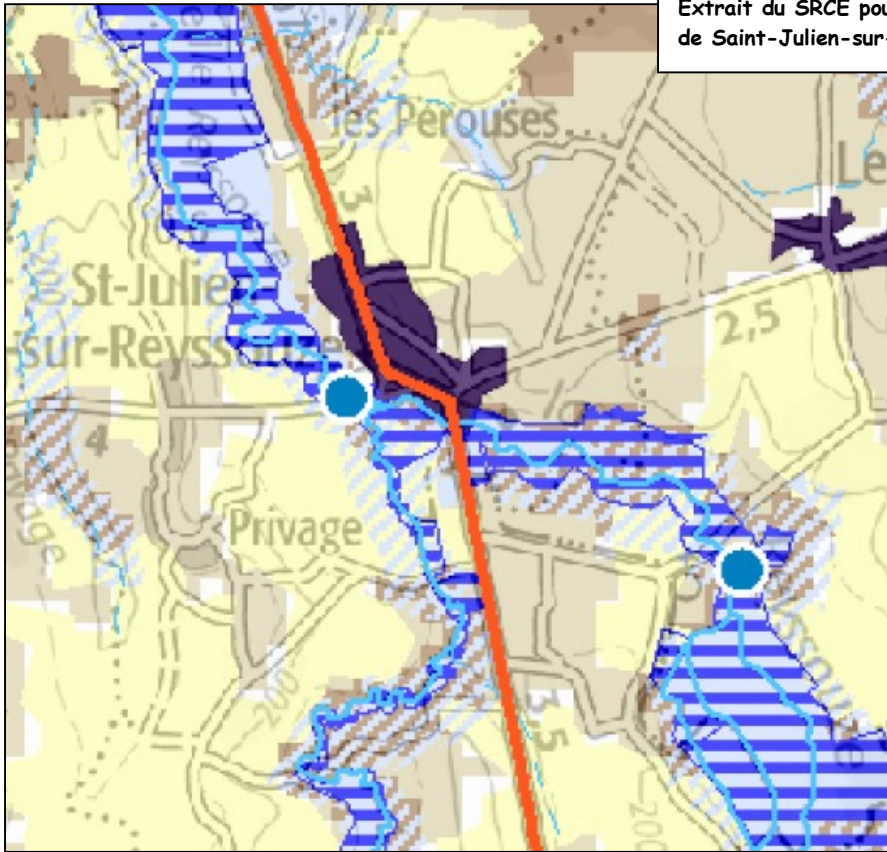
Les corrections apportées au Règlement n'ont pas d'impact sur les zones humides.

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) :

Le SRCE de la région Rhône-Alpes, a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014.

L'atlas du SRCE est constitué de cartes au 1/100 000. **Il n'est pas à transposer à la parcelle dans les documents d'urbanisme.**

Extrait du SRCE pour le secteur de Saint-Julien-sur-Reyssouze



La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue



- Objectif associé : à préserver



- Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels



- Objectif associé : à remettre en bon état

Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru

- Objectif associé : à préserver

Lac d'Annecy

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

Selon le SRCE, la commune est concernée par :

- un espace perméable terrestre (continuités écologiques fonctionnelles) : perméabilité moyenne
- Des grands espaces agricoles participant de cette fonctionnalité écologique du territoire
- Trame bleue - les cours d'eau (espaces de mobilité) à préserver ou remettre en bon état et les zones humides : Reyssouze

➤ **L'enjeu le plus fort pour la commune est la préservation de la trame bleue.**

➤ **Il n'est noté aucun réservoir de biodiversité, ni de corridor d'importance régionale.**

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité



Perméabilité forte



Perméabilité moyenne



Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)



Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser

Zones artificialisées



Plans d'eau



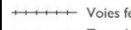
Cours d'eau permanent et intermittent, canaux



Infrastructures routières



Type autoroutier



Routes principales



Routes secondaires



Tunnels



Infrastructures ferroviaires



Voies ferrées principales et LGV



Tunnels



Points de conflits (écrasements, obstacles...)



Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles, risques de noyade...)



Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)



Projets d'infrastructures linéaires



Routes, autoroutes



Voies ferrées



Pour le tracé Lyon-Turin, les sections de tunnel ne sont pas représentées (Données non exhaustives)



Les composantes théoriques des trames verte et bleue :

♣ Réservoirs de biodiversité

Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats peuvent assurer leur fonctionnement : Arrêté de protection de biotope, réserves, parc national, sites Natura 2000, ZNIEFF 1, sites de protection d'espèces

♣ Corridors écologiques :

Espaces linéaires, discontinus ou paysagers qui assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

♣ Corridors fuseaux :

Traduction d'un principe de connexion global, nécessitant un travail à une échelle plus fine précisant les espaces de passages.

♣ Corridors axes :

Traduction d'enjeux de connexions plus localisés et plus contraints, vulnérables ...

♣ Espaces perméables

Espaces de nature ordinaire à dominantes agricole, forestière et naturelle de relativement bonne qualité et globalement perméables aux déplacements de la faune assurant la liaison entre les réservoirs de biodiversité : Haies, bosquets, ...

♣ Trames bleues

Éléments aquatiques (cours d'eau, canaux et zones humides) et espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques Cours d'eau et canaux classés en liste 1 et 2, espaces de mobilité ou de liberté le long des cours d'eau, couvertures végétales le long des cours d'eau, réservoirs biologiques SDAGE, zones de frayères, lacs naturels, inventaires zones humides, zones humides < 1 ha, ...

Le SRCE identifie **8 enjeux relatifs aux continuités écologiques** :

1. L'étalement urbain
2. L'artificialisation des sols
3. L'impact des infrastructures sur la fragmentation et le fonctionnement du réseau écologique terrestre et aquatique
4. L'accompagnement des pratiques agricoles et forestières pour favoriser une TVB (*trame verte et bleue*) fonctionnelle
5. L'impact des activités anthropiques (*transformations sous l'action de l'homme*) sur la continuité des cours d'eau et des espaces de mobilité
6. L'accompagnement du développement des énergies renouvelables
7. L'intégration de la biodiversité dans toutes les politiques publiques et leur gouvernance
8. Les spécificités des espaces de montagne en Rhône-Alpes.

➤ **La correction du Règlement écrit n'est pas susceptible d'affecter les composantes de la trame verte et bleue et les zones humides repérées.**

➤ **Il n'est donc pas utile de procéder à une évaluation environnementale.**

IV – LA COMPOSITION DU DOSSIER DE MODIFICATION

En fonction des points à modifier, le dossier de Modification du PLU est composé :

- ♣ du présent rapport de présentation
- ♣ du règlement avant (2013) et après corrections (2018).

DEPARTEMENT DE L'AIN

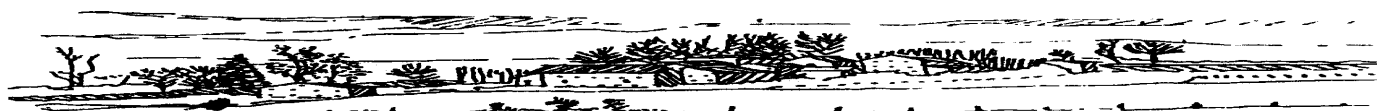
**COMMUNE de
SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE**

PLAN LOCAL D'URBANISME

**RAPPORT DE PRESENTATION
Modification n°2**

Approuvé le 8 septembre 2011
Modifié le 12 septembre 2013

Modifié le



Le PLU de la commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze a été approuvé le 8 septembre **2011** et modifié le 12 septembre **2013**.

Aujourd'hui, par l'arrêté municipal du 28 août 2017, la commune a lancé une procédure de **Modification de droit commun**.

I – LES OBJETS DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION

1 – La correction de l'article N2 du Règlement et l'application de l'article L 151-12 du code de l'urbanisme

Le fait générateur de la procédure de Modification enclenchée par la mairie est la non-prise en compte dans le PLU de 2011, par un secteur Nd, d'une maison d'habitation en zone Np.

En instaurant des zones Nd et Nh, le PLU de 2011 a créé des stéal (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées).

Aujourd'hui, au vu de l'article L 151-13 du code de l'urbanisme, les stéal ne peuvent être délimités qu'à titre exceptionnel. Il n'est donc plus possible en 2018 d'en créer un pour une maison d'habitation.

Article L151-13

Le règlement peut, à titre **exceptionnel**, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des **secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées** dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités **après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers** prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Il est donc convenu d'introduire la possibilité offerte par l'article L 151-12 du code de l'urbanisme pour les maisons d'habitation existantes :

« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les **bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes**, dès lors que ces extensions ou annexes **ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site**.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. »

Impact sur le PLU :

Le Règlement écrit du PLU est modifié pour introduire cette possibilité.

Et il précise à l'art. N2 :

« ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

A condition que leur impact sur l'environnement soit réduit au minimum, et qu'ils demeurent compatibles avec le maintien de la qualité du site, **sont admis** :

♦

♦ Dans le secteur Np :

- les constructions et équipements à usage d'activités liés à l'entretien et à la préservation du milieu naturel
 - **les travaux concernant les constructions d'habitation existantes comme indiqués ci-dessous :**
 - ◊ l'aménagement des constructions existantes dans le respect des volumes initiaux,
 - ◊ l'extension des constructions d'habitation existantes dans les conditions suivantes :
 - Surface supplémentaire maximale autorisée : 50 % de la surface de plancher du bâtiment existant
 - Surface de plancher minimale de l'habitation avant extension : 50 m²
 - Surface de plancher maximale de l'habitation après extension : 250 m²
 - les constructions à usage d'annexes (non compris les piscines) dans les conditions suivantes :
 - Distance maximale d'implantation de l'annexe par rapport au bâtiment d'habitation : 30 m
 - Surface totale maximale d'emprise au sol des annexes : 60 m²
 - Hauteur maximale des annexes : 3,50 m au faitage
 - Les constructions à usage de piscine dans un rayon de 30 mètres autour du bâtiment d'habitation.
- ♦ ».

Le présent dossier est soumis à l'avis de la CDPENAF (commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers).

2 – Le toilettage du Règlement de 2013

Le Règlement du PLU de 2013 nécessite quelques retouches du fait :

❖ De la prise en compte des textes législatifs ou réglementaires apparus depuis 2013 (dernière correction du Règlement écrit) et modifiant ou supprimant quelques notions :

- SHON → surface de plancher
- COS supprimé donc article 14 sans objet
- quelques appellations d'articles du code de l'urbanisme depuis l'entrée en vigueur des ordonnances du 23/09/15 et décret du 28/12/15.

L'actualisation du texte avec la recodification en vigueur le 1/01/16 concerne essentiellement les **Dispositions générales**.

- ❖ De quelques difficultés d'application repérées par la mairie pour toutes les zones :
 - ✓ pente de toit des vérandas
 - ✓ débords de toiture des vérandas
- ❖ De notions à préciser :
 - articles 4 (toutes les zones) : risques de pollution vis-à-vis du réseau public d'eau potable, récupération des eaux pluviales
 - article UX2 : parler de « logement » plutôt que d'« habitation ».
- ❖ De la mise à jour des définitions : quelques corrections et compléments.

II – LA JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION

Au vu des objectifs des élus, il a été choisi la procédure de **Modification de droit commun** prévue par l'article L 153-41 et suivants du code de l'urbanisme :

Article L153-41 (Modification avec enquête publique)

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Les corrections explicitées précédemment respectent les trois conditions listées ci-dessus, notamment la proportion de 20%.

Par ailleurs, au vu de l'article L153-31 du même code, il faut envisager une procédure de **Révision** si les corrections ont pour effet de « changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) »

Ce point est donc vérifié : la modification du règlement de la zone Np ne porte pas atteinte au PADD de 2011 qui, dans l'objectif 3 pour le bâti diffus, autorise les aménagements, extensions et dépendances.

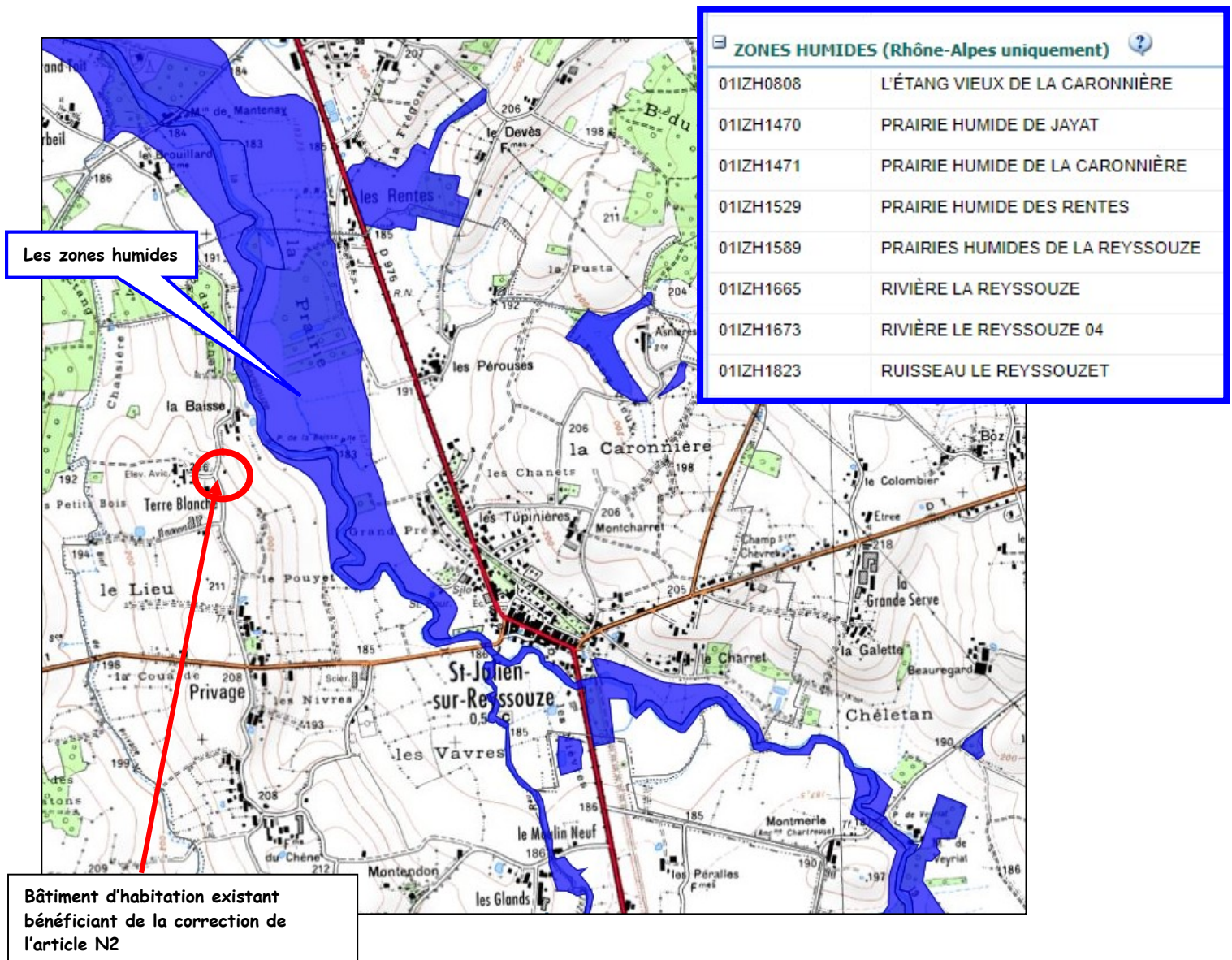
III – LA MODIFICATION ET L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Au vu de l'article L 104-2-1^{er}a) du code de l'urbanisme, « font l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 104-1, les plans locaux d'urbanisme qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ».

La commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze n'est pas concernée par un site Natura 2000 mais par quelques zones humides repérées par l'inventaire des zones humides du Département.

Elle est par ailleurs incluse dans la ZNIEFF de type 2 « Basse Vallée de la Reyssouze ».

Analyse des incidences de la **Modification du PLU** sur les zones humides :



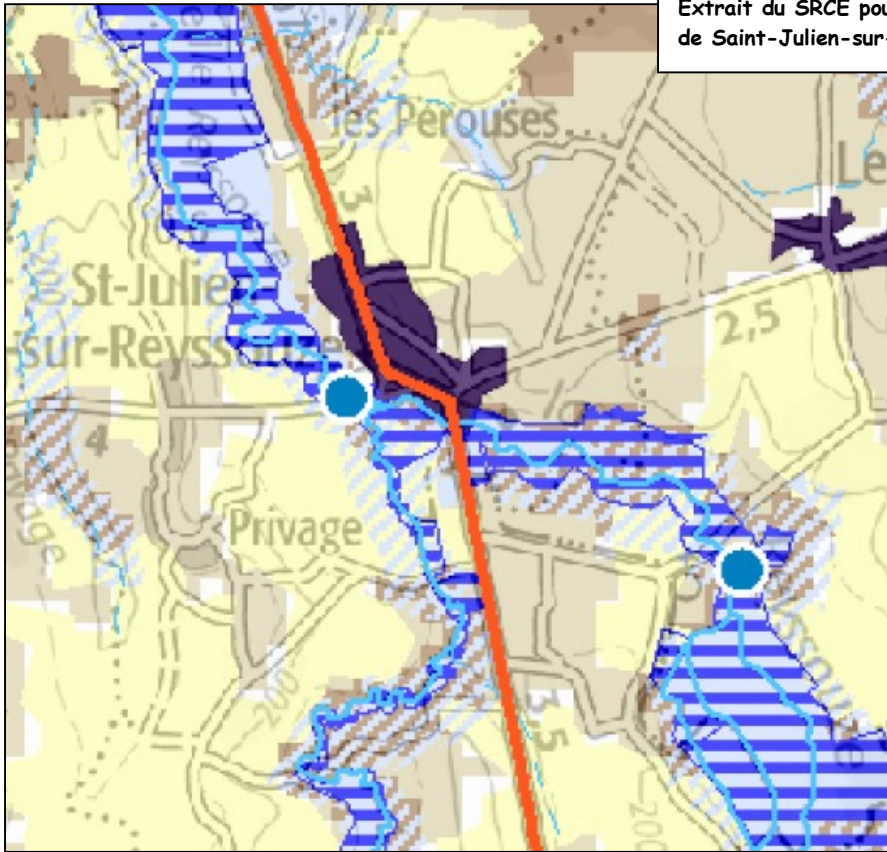
Les corrections apportées au Règlement n'ont pas d'impact sur les zones humides.

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) :

Le SRCE de la région Rhône-Alpes, a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014.

L'atlas du SRCE est constitué de cartes au 1/100 000. **Il n'est pas à transposer à la parcelle dans les documents d'urbanisme.**

Extrait du SRCE pour le secteur de Saint-Julien-sur-Reyssouze



La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue



- Objectif associé : à préserver



- Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels



- Objectif associé : à remettre en bon état

Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru

- Objectif associé : à préserver

Lac d'Annecy

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

Selon le SRCE, la commune est concernée par :

- un espace perméable terrestre (continuités écologiques fonctionnelles) : perméabilité moyenne
- Des grands espaces agricoles participant de cette fonctionnalité écologique du territoire
- Trame bleue - les cours d'eau (espaces de mobilité) à préserver ou remettre en bon état et les zones humides : Reyssouze

➤ **L'enjeu le plus fort pour la commune est la préservation de la trame bleue.**

➤ **Il n'est noté aucun réservoir de biodiversité, ni de corridor d'importance régionale.**

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité



Perméabilité forte



Perméabilité moyenne



Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)



Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser

Zones artificialisées

Plans d'eau

Cours d'eau permanent et intermittent, canaux

Infrastructures routières

Type autoroutier

Routes principales

Routes secondaires

Tunnels

Infrastructures ferroviaires

Voies ferrées principales et LGV

Tunnels

★ Points de conflits (écrasements, obstacles...)

Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles, risques de noyade...)



Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)



Projets d'infrastructures linéaires

Routes, autoroutes

Voies ferrées

Pour le tracé Lyon-Turin, les sections de tunnel ne sont pas représentées

(Données non exhaustives)

Les composantes théoriques des trames verte et bleue :

♣ Réservoirs de biodiversité

Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats peuvent assurer leur fonctionnement : Arrêté de protection de biotope, réserves, parc national, sites Natura 2000, ZNIEFF 1, sites de protection d'espèces

♣ Corridors écologiques :

Espaces linéaires, discontinus ou paysagers qui assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

♣ Corridors fuseaux :

Traduction d'un principe de connexion global, nécessitant un travail à une échelle plus fine précisant les espaces de passages.

♣ Corridors axes :

Traduction d'enjeux de connexions plus localisés et plus contraints, vulnérables ...

♣ Espaces perméables

Espaces de nature ordinaire à dominantes agricole, forestière et naturelle de relativement bonne qualité et globalement perméables aux déplacements de la faune assurant la liaison entre les réservoirs de biodiversité : Haies, bosquets, ...

♣ Trames bleues

Éléments aquatiques (cours d'eau, canaux et zones humides) et espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques Cours d'eau et canaux classés en liste 1 et 2, espaces de mobilité ou de liberté le long des cours d'eau, couvertures végétales le long des cours d'eau, réservoirs biologiques SDAGE, zones de frayères, lacs naturels, inventaires zones humides, zones humides < 1 ha, ...

Le SRCE identifie **8 enjeux relatifs aux continuités écologiques** :

1. L'étalement urbain
2. L'artificialisation des sols
3. L'impact des infrastructures sur la fragmentation et le fonctionnement du réseau écologique terrestre et aquatique
4. L'accompagnement des pratiques agricoles et forestières pour favoriser une TVB (*trame verte et bleue*) fonctionnelle
5. L'impact des activités anthropiques (*transformations sous l'action de l'homme*) sur la continuité des cours d'eau et des espaces de mobilité
6. L'accompagnement du développement des énergies renouvelables
7. L'intégration de la biodiversité dans toutes les politiques publiques et leur gouvernance
8. Les spécificités des espaces de montagne en Rhône-Alpes.

➤ **La correction du Règlement écrit n'est pas susceptible d'affecter les composantes de la trame verte et bleue et les zones humides repérées.**

➤ **Il n'est donc pas utile de procéder à une évaluation environnementale.**

IV – LA COMPOSITION DU DOSSIER DE MODIFICATION

En fonction des points à modifier, le dossier de Modification du PLU est composé :

- ♣ du présent rapport de présentation
- ♣ du règlement avant (2013) et après corrections (2018).

DEPARTEMENT DE L'AIN

**COMMUNE de
SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE**

PLAN LOCAL D'URBANISME

**RAPPORT DE PRESENTATION
Modification n°2**

Approuvé le 8 septembre 2011
Modifié le 12 septembre 2013

Modifié le



Le PLU de la commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze a été approuvé le 8 septembre **2011** et modifié le 12 septembre **2013**.

Aujourd'hui, par l'arrêté municipal du 28 août 2017, la commune a lancé une procédure de **Modification de droit commun**.

I – LES OBJETS DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION

1 – La correction de l'article N2 du Règlement et l'application de l'article L 151-12 du code de l'urbanisme

Le fait générateur de la procédure de Modification enclenchée par la mairie est la non-prise en compte dans le PLU de 2011, par un secteur Nd, d'une maison d'habitation en zone Np.

En instaurant des zones Nd et Nh, le PLU de 2011 a créé des stéal (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées).

Aujourd'hui, au vu de l'article L 151-13 du code de l'urbanisme, les stéal ne peuvent être délimités qu'à titre exceptionnel. Il n'est donc plus possible en 2018 d'en créer un pour une maison d'habitation.

Article L151-13

Le règlement peut, à titre **exceptionnel**, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des **secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées** dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités **après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers** prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Il est donc convenu d'introduire la possibilité offerte par l'article L 151-12 du code de l'urbanisme pour les maisons d'habitation existantes :

« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les **bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes**, dès lors que ces extensions ou annexes **ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site**.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. »

Impact sur le PLU :

Le Règlement écrit du PLU est modifié pour introduire cette possibilité.

Et il précise à l'art. N2 :

« ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

A condition que leur impact sur l'environnement soit réduit au minimum, et qu'ils demeurent compatibles avec le maintien de la qualité du site, **sont admis** :

♦

♦ Dans le secteur Np :

- les constructions et équipements à usage d'activités liés à l'entretien et à la préservation du milieu naturel
 - **les travaux concernant les constructions d'habitation existantes comme indiqués ci-dessous :**
 - ◊ l'aménagement des constructions existantes dans le respect des volumes initiaux,
 - ◊ l'extension des constructions d'habitation existantes dans les conditions suivantes :
 - Surface supplémentaire maximale autorisée : 50 % de la surface de plancher du bâtiment existant
 - Surface de plancher minimale de l'habitation avant extension : 50 m²
 - Surface de plancher maximale de l'habitation après extension : 250 m²
 - les constructions à usage d'annexes (non compris les piscines) dans les conditions suivantes :
 - Distance maximale d'implantation de l'annexe par rapport au bâtiment d'habitation : 30 m
 - Surface totale maximale d'emprise au sol des annexes : 60 m²
 - Hauteur maximale des annexes : 3,50 m au faitage
 - Les constructions à usage de piscine dans un rayon de 30 mètres autour du bâtiment d'habitation.
- ♦ ».

Le présent dossier est soumis à l'avis de la CDPENAF (commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers).

2 – Le toilettage du Règlement de 2013

Le Règlement du PLU de 2013 nécessite quelques retouches du fait :

❖ De la prise en compte des textes législatifs ou réglementaires apparus depuis 2013 (dernière correction du Règlement écrit) et modifiant ou supprimant quelques notions :

- SHON → surface de plancher
- COS supprimé donc article 14 sans objet
- quelques appellations d'articles du code de l'urbanisme depuis l'entrée en vigueur des ordonnances du 23/09/15 et décret du 28/12/15.

L'actualisation du texte avec la recodification en vigueur le 1/01/16 concerne essentiellement les **Dispositions générales**.

❖ De quelques difficultés d'application repérées par la mairie pour toutes les zones :

- ✓ pente de toit des vérandas
- ✓ débords de toiture des vérandas

❖ De notions à préciser :

- articles 4 (toutes les zones) : risques de pollution vis-à-vis du réseau public d'eau potable, récupération des eaux pluviales
- article UX2 : parler de « logement » plutôt que d'« habitation ».

❖ De la mise à jour des définitions : quelques corrections et compléments.

II – LA JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION

Au vu des objectifs des élus, il a été choisi la procédure de **Modification de droit commun** prévue par l'article L 153-41 et suivants du code de l'urbanisme :

Article L153-41 (Modification avec enquête publique)

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Les corrections explicitées précédemment respectent les trois conditions listées ci-dessus, notamment la proportion de 20%.

Par ailleurs, au vu de l'article L153-31 du même code, il faut envisager une procédure de **Révision** si les corrections ont pour effet de « changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) »

Ce point est donc vérifié : la modification du règlement de la zone Np ne porte pas atteinte au PADD de 2011 qui, dans l'objectif 3 pour le bâti diffus, autorise les aménagements, extensions et dépendances.

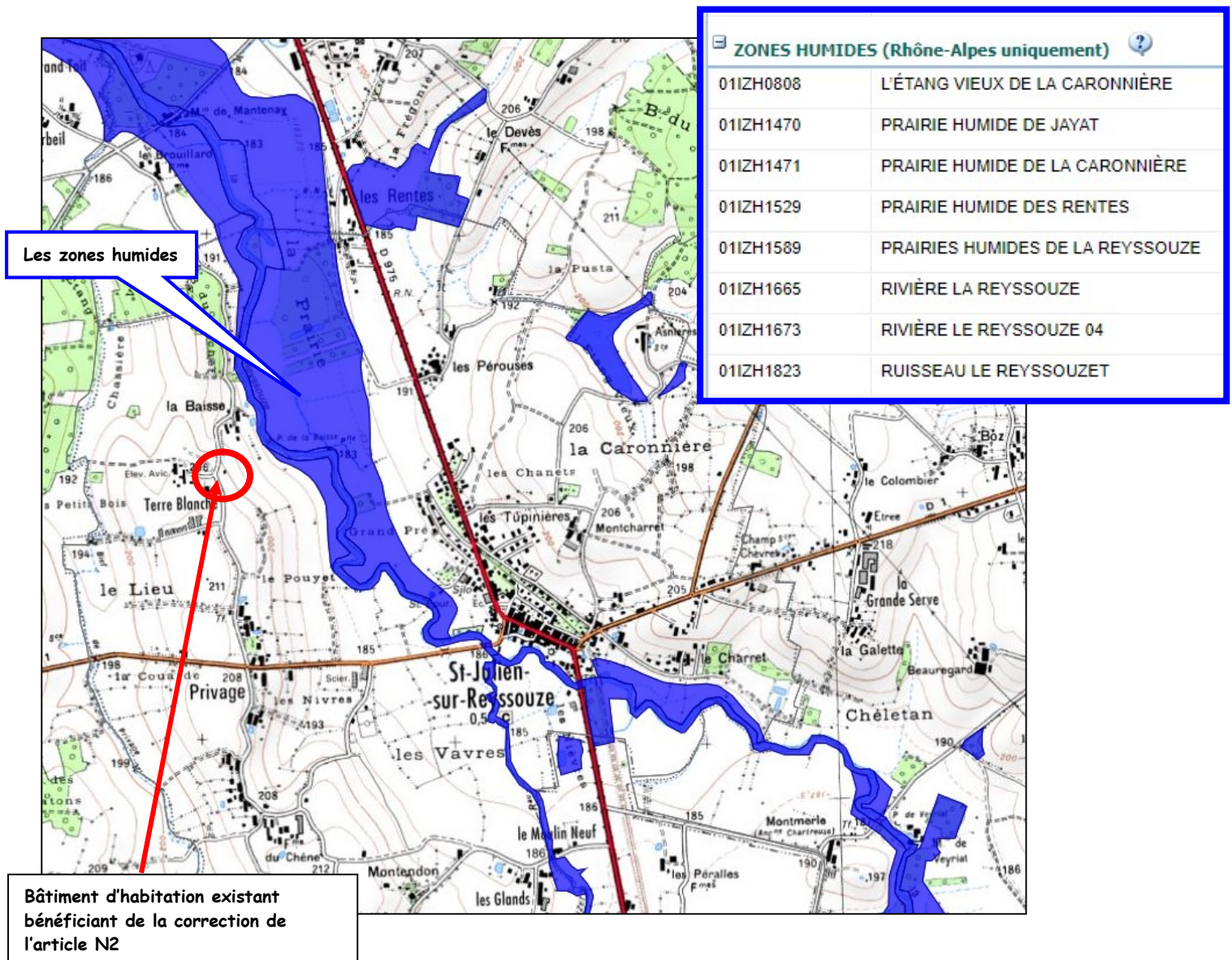
III – LA MODIFICATION ET L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Au vu de l’article L 104-2-1^{er}a) du code de l’urbanisme, « font l’objet de l’évaluation environnementale prévue à l’article L. 104-1, les plans locaux d’urbanisme qui sont susceptibles d’avoir des effets notables sur l’environnement, au sens de l’annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s’appliquent, de la nature et de l’importance des travaux et aménagements qu’ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ».

La commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze n’est pas concernée par un site Natura 2000 mais par quelques zones humides repérées par l’inventaire des zones humides du Département.

Elle est par ailleurs incluse dans la ZNIEFF de type 2 « Basse Vallée de la Reyssouze ».

Analyse des incidences de la **Modification du PLU** sur les zones humides :



Les corrections apportées au Règlement n'ont pas d'impact sur les zones humides.

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) :

Le SRCE de la région Rhône-Alpes, a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014.

L'atlas du SRCE est constitué de cartes au 1/100 000. **Il n'est pas à transposer à la parcelle dans les documents d'urbanisme.**

Extrait du SRCE pour le secteur de Saint-Julien-sur-Reyssouze



La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue



- Objectif associé : à préserver



- Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels



- Objectif associé : à remettre en bon état

Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru

- Objectif associé : à préserver

Lac d'Annecy

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

Selon le SRCE, la commune est concernée par :

- un espace perméable terrestre (continuités écologiques fonctionnelles) : perméabilité moyenne
- Des grands espaces agricoles participant de cette fonctionnalité écologique du territoire
- Trame bleue - les cours d'eau (espaces de mobilité) à préserver ou remettre en bon état et les zones humides : Reyssouze

➤ **L'enjeu le plus fort pour la commune est la préservation de la trame bleue.**

➤ **Il n'est noté aucun réservoir de biodiversité, ni de corridor d'importance régionale.**

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité



Perméabilité forte



Perméabilité moyenne



Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)



Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser

Zones artificialisées

Plans d'eau

Cours d'eau permanent et intermittent, canaux

Infrastructures routières

Type autoroutier

Routes principales

Routes secondaires

Tunnels

Infrastructures ferroviaires

Voies ferrées principales et LGV

Tunnels

☆ Points de conflits (écrasements, obstacles...)

Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles, risques de noyade...)



Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)

Projets d'infrastructures linéaires

Routes, autoroutes

Voies ferrées

Pour le tracé Lyon-Turin, les sections de tunnel ne sont pas représentées (Données non exhaustives)

Les composantes théoriques des trames verte et bleue :

♣ Réservoirs de biodiversité

Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats peuvent assurer leur fonctionnement : Arrêté de protection de biotope, réserves, parc national, sites Natura 2000, ZNIEFF 1, sites de protection d'espèces

♣ Corridors écologiques :

Espaces linéaires, discontinus ou paysagers qui assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

♣ Corridors fuseaux :

Traduction d'un principe de connexion global, nécessitant un travail à une échelle plus fine précisant les espaces de passages.

♣ Corridors axes :

Traduction d'enjeux de connexions plus localisés et plus contraints, vulnérables ...

♣ Espaces perméables

Espaces de nature ordinaire à dominantes agricole, forestière et naturelle de relativement bonne qualité et globalement perméables aux déplacements de la faune assurant la liaison entre les réservoirs de biodiversité : Haies, bosquets, ...

♣ Trames bleues

Éléments aquatiques (cours d'eau, canaux et zones humides) et espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques Cours d'eau et canaux classés en liste 1 et 2, espaces de mobilité ou de liberté le long des cours d'eau, couvertures végétales le long des cours d'eau, réservoirs biologiques SDAGE, zones de frayères, lacs naturels, inventaires zones humides, zones humides < 1 ha, ...

Le SRCE identifie **8 enjeux relatifs aux continuités écologiques** :

1. L'étalement urbain
2. L'artificialisation des sols
3. L'impact des infrastructures sur la fragmentation et le fonctionnement du réseau écologique terrestre et aquatique
4. L'accompagnement des pratiques agricoles et forestières pour favoriser une TVB (*trame verte et bleue*) fonctionnelle
5. L'impact des activités anthropiques (*transformations sous l'action de l'homme*) sur la continuité des cours d'eau et des espaces de mobilité
6. L'accompagnement du développement des énergies renouvelables
7. L'intégration de la biodiversité dans toutes les politiques publiques et leur gouvernance
8. Les spécificités des espaces de montagne en Rhône-Alpes.

➤ **La correction du Règlement écrit n'est pas susceptible d'affecter les composantes de la trame verte et bleue et les zones humides repérées.**

➤ **Il n'est donc pas utile de procéder à une évaluation environnementale.**

IV – LA COMPOSITION DU DOSSIER DE MODIFICATION

En fonction des points à modifier, le dossier de Modification du PLU est composé :

- ♣ du présent rapport de présentation
- ♣ du règlement avant (2013) et après corrections (2018).

DEPARTEMENT DE L'AIN

**COMMUNE de
SAINT-JULIEN-SUR-REYSSOUZE**

PLAN LOCAL D'URBANISME

**RAPPORT DE PRESENTATION
Modification n°2**

Approuvé le 8 septembre 2011
Modifié le 12 septembre 2013

Modifié le



Le PLU de la commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze a été approuvé le 8 septembre **2011** et modifié le 12 septembre **2013**.

Aujourd'hui, par l'arrêté municipal du 28 août 2017, la commune a lancé une procédure de **Modification de droit commun**.

I – LES OBJETS DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION

1 – La correction de l'article N2 du Règlement et l'application de l'article L 151-12 du code de l'urbanisme

Le fait générateur de la procédure de Modification enclenchée par la mairie est la non-prise en compte dans le PLU de 2011, par un secteur Nd, d'une maison d'habitation en zone Np.

En instaurant des zones Nd et Nh, le PLU de 2011 a créé des stéal (secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées).

Aujourd'hui, au vu de l'article L 151-13 du code de l'urbanisme, les stéal ne peuvent être délimités qu'à titre exceptionnel. Il n'est donc plus possible en 2018 d'en créer un pour une maison d'habitation.

Article L151-13

Le règlement peut, à titre **exceptionnel**, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des **secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées** dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités **après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers** prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Il est donc convenu d'introduire la possibilité offerte par l'article L 151-12 du code de l'urbanisme pour les maisons d'habitation existantes :

« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les **bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes**, dès lors que ces extensions ou annexes **ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site**.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. »

Impact sur le PLU :

Le Règlement écrit du PLU est modifié pour introduire cette possibilité.

Et il précise à l'art. N2 :

« ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

A condition que leur impact sur l'environnement soit réduit au minimum, et qu'ils demeurent compatibles avec le maintien de la qualité du site, **sont admis** :

♦

♦ Dans le secteur Np :

- les constructions et équipements à usage d'activités liés à l'entretien et à la préservation du milieu naturel
 - **les travaux concernant les constructions d'habitation existantes comme indiqués ci-dessous :**
 - ◊ l'aménagement des constructions existantes dans le respect des volumes initiaux,
 - ◊ l'extension des constructions d'habitation existantes dans les conditions suivantes :
 - Surface supplémentaire maximale autorisée : 50 % de la surface de plancher du bâtiment existant
 - Surface de plancher minimale de l'habitation avant extension : 50 m²
 - Surface de plancher maximale de l'habitation après extension : 250 m²
 - les constructions à usage d'annexes (non compris les piscines) dans les conditions suivantes :
 - Distance maximale d'implantation de l'annexe par rapport au bâtiment d'habitation : 30 m
 - Surface totale maximale d'emprise au sol des annexes : 60 m²
 - Hauteur maximale des annexes : 3,50 m au faitage
 - Les constructions à usage de piscine dans un rayon de 30 mètres autour du bâtiment d'habitation.
- ♦ ».

Le présent dossier est soumis à l'avis de la CDPENAF (commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers).

2 – Le toilettage du Règlement de 2013

Le Règlement du PLU de 2013 nécessite quelques retouches du fait :

❖ De la prise en compte des textes législatifs ou réglementaires apparus depuis 2013 (dernière correction du Règlement écrit) et modifiant ou supprimant quelques notions :

- SHON → surface de plancher
- COS supprimé donc article 14 sans objet
- quelques appellations d'articles du code de l'urbanisme depuis l'entrée en vigueur des ordonnances du 23/09/15 et décret du 28/12/15.

L'actualisation du texte avec la recodification en vigueur le 1/01/16 concerne essentiellement les **Dispositions générales**.

- ❖ De quelques difficultés d'application repérées par la mairie pour toutes les zones :
 - ✓ pente de toit des vérandas
 - ✓ débords de toiture des vérandas
- ❖ De notions à préciser :
 - articles 4 (toutes les zones) : risques de pollution vis-à-vis du réseau public d'eau potable, récupération des eaux pluviales
 - article UX2 : parler de « logement » plutôt que d'« habitation ».
- ❖ De la mise à jour des définitions : quelques corrections et compléments.

II – LA JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION

Au vu des objectifs des élus, il a été choisi la procédure de **Modification de droit commun** prévue par l'article L 153-41 et suivants du code de l'urbanisme :

Article L153-41 (Modification avec enquête publique)

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Les corrections explicitées précédemment respectent les trois conditions listées ci-dessus, notamment la proportion de 20%.

Par ailleurs, au vu de l'article L153-31 du même code, il faut envisager une procédure de **Révision** si les corrections ont pour effet de « changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) »

Ce point est donc vérifié : la modification du règlement de la zone Np ne porte pas atteinte au PADD de 2011 qui, dans l'objectif 3 pour le bâti diffus, autorise les aménagements, extensions et dépendances.

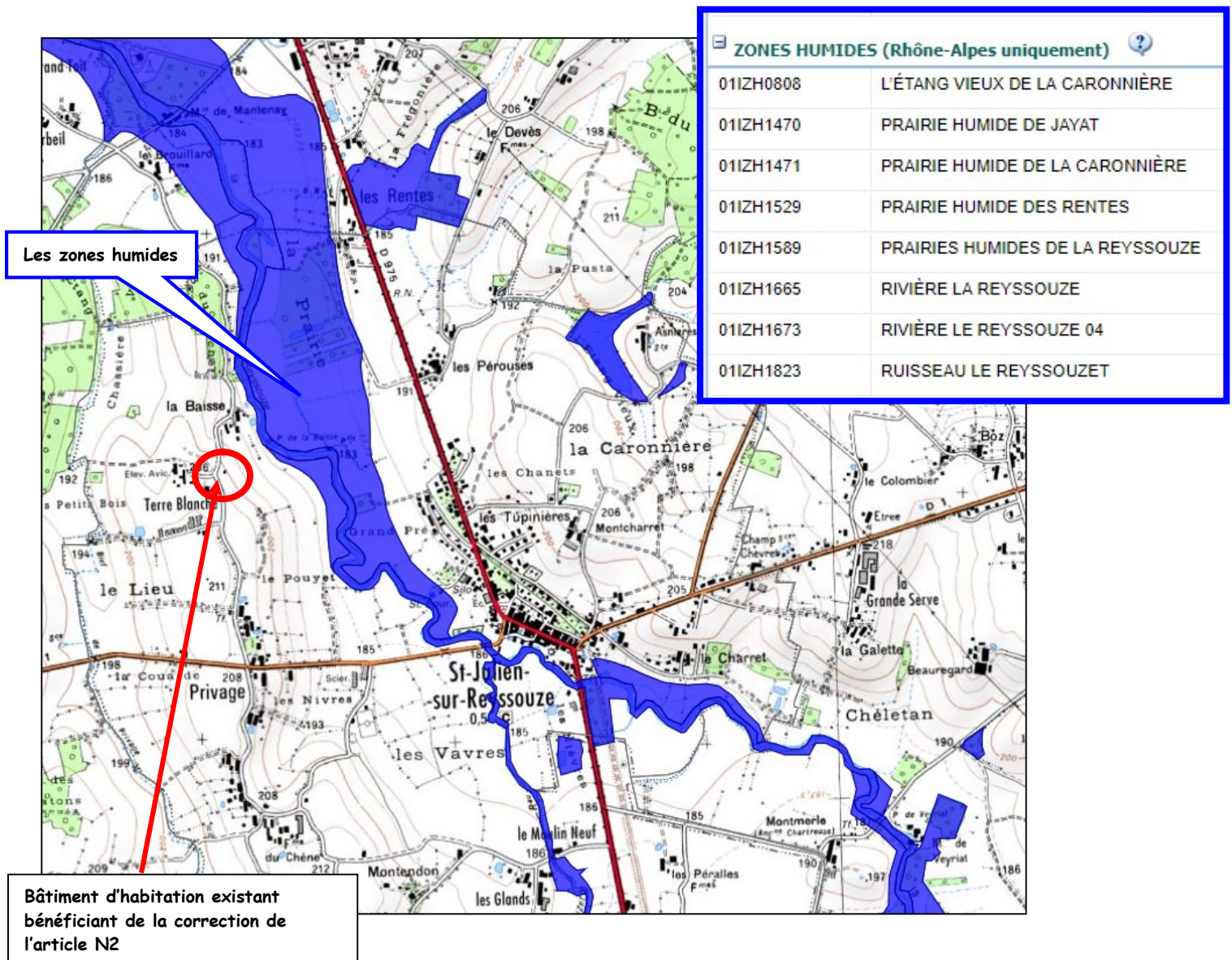
III – LA MODIFICATION ET L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Au vu de l'article L 104-2-1^{er}a) du code de l'urbanisme, « font l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 104-1, les plans locaux d'urbanisme qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ».

La commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze n'est pas concernée par un site Natura 2000 mais par quelques zones humides repérées par l'inventaire des zones humides du Département.

Elle est par ailleurs incluse dans la ZNIEFF de type 2 « Basse Vallée de la Reyssouze ».

Analyse des incidences de la **Modification du PLU** sur les zones humides :



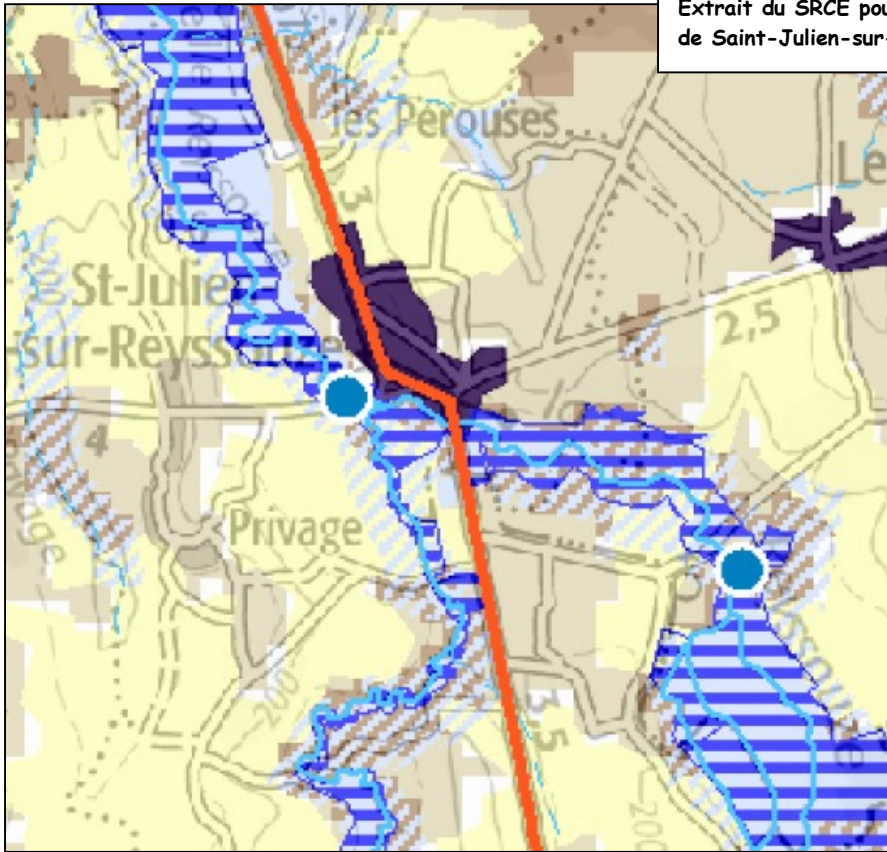
Les corrections apportées au Règlement n'ont pas d'impact sur les zones humides.

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) :

Le SRCE de la région Rhône-Alpes, a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014.

L'atlas du SRCE est constitué de cartes au 1/100 000. **Il n'est pas à transposer à la parcelle dans les documents d'urbanisme.**

Extrait du SRCE pour le secteur de Saint-Julien-sur-Reyssouze



La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue



- Objectif associé : à préserver



- Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels



- Objectif associé : à remettre en bon état

Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru

- Objectif associé : à préserver

Lac d'Annecy

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

Selon le SRCE, la commune est concernée par :

- un espace perméable terrestre (continuités écologiques fonctionnelles) : perméabilité moyenne
- Des grands espaces agricoles participant de cette fonctionnalité écologique du territoire
- Trame bleue - les cours d'eau (espaces de mobilité) à préserver ou remettre en bon état et les zones humides : Reyssouze

➤ **L'enjeu le plus fort pour la commune est la préservation de la trame bleue.**

➤ **Il n'est noté aucun réservoir de biodiversité, ni de corridor d'importance régionale.**

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité



Perméabilité forte



Perméabilité moyenne



Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)



Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser

Zones artificialisées

Plans d'eau

Cours d'eau permanent et intermittent, canaux

Infrastructures routières

Type autoroutier

Routes principales

Routes secondaires

Tunnels

Infrastructures ferroviaires

Voies ferrées principales et LGV

Tunnels

★ Points de conflits (écrasements, obstacles...)

Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles, risques de noyade...)



Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)

Projets d'infrastructures linéaires

Routes, autoroutes

Voies ferrées

Pour le tracé Lyon-Turin, les sections de tunnel ne sont pas représentées (Données non exhaustives)

Les composantes théoriques des trames verte et bleue :

♣ Réservoirs de biodiversité

Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats peuvent assurer leur fonctionnement : Arrêté de protection de biotope, réserves, parc national, sites Natura 2000, ZNIEFF 1, sites de protection d'espèces

♣ Corridors écologiques :

Espaces linéaires, discontinus ou paysagers qui assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

♣ Corridors fuseaux :

Traduction d'un principe de connexion global, nécessitant un travail à une échelle plus fine précisant les espaces de passages.

♣ Corridors axes :

Traduction d'enjeux de connexions plus localisés et plus contraints, vulnérables ...

♣ Espaces perméables

Espaces de nature ordinaire à dominantes agricole, forestière et naturelle de relativement bonne qualité et globalement perméables aux déplacements de la faune assurant la liaison entre les réservoirs de biodiversité : Haies, bosquets, ...

♣ Trames bleues

Éléments aquatiques (cours d'eau, canaux et zones humides) et espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques Cours d'eau et canaux classés en liste 1 et 2, espaces de mobilité ou de liberté le long des cours d'eau, couvertures végétales le long des cours d'eau, réservoirs biologiques SDAGE, zones de frayères, lacs naturels, inventaires zones humides, zones humides < 1 ha, ...

Le SRCE identifie **8 enjeux relatifs aux continuités écologiques** :

1. L'étalement urbain
2. L'artificialisation des sols
3. L'impact des infrastructures sur la fragmentation et le fonctionnement du réseau écologique terrestre et aquatique
4. L'accompagnement des pratiques agricoles et forestières pour favoriser une TVB (*trame verte et bleue*) fonctionnelle
5. L'impact des activités anthropiques (*transformations sous l'action de l'homme*) sur la continuité des cours d'eau et des espaces de mobilité
6. L'accompagnement du développement des énergies renouvelables
7. L'intégration de la biodiversité dans toutes les politiques publiques et leur gouvernance
8. Les spécificités des espaces de montagne en Rhône-Alpes.

➤ **La correction du Règlement écrit n'est pas susceptible d'affecter les composantes de la trame verte et bleue et les zones humides repérées.**

➤ **Il n'est donc pas utile de procéder à une évaluation environnementale.**

IV – LA COMPOSITION DU DOSSIER DE MODIFICATION

En fonction des points à modifier, le dossier de Modification du PLU est composé :

- ♣ du présent rapport de présentation
- ♣ du règlement avant (2013) et après corrections (2018).